

criante entre leurs objectifs proclamés et le manque de conviction et de détermination pour les obtenir, apparaissent au niveau des formes de lutte. Pour atténuer cette contradiction, deux recours sont utilisés. Diviser pour régner est le plus classique : l'atomisation, le morcellement des luttes, ou encore la défense résolue des secteurs retardataires du prolétariat et la trahison presque ouverte de ses secteurs combattifs sont monnaie courante. L'autre recours : participer pour être légalisé et avoir le monopole de la représentation ouvrière dans l'entreprise. Car si la C.G.T. refuse la participation sous forme d'actionnariat qui risque d'atomiser sa base et saper son autorité, elle est souvent disposée à participer au niveau central dans les organes de gestion. La contrepartie de cette participation où patronat et bureaucratie trouvent chacun leur compte, c'est leur répression conjuguée contre l'avant-garde ouvrière dans l'entreprise dès qu'elle se manifeste. D'où le sens politique de la bataille pour la démocratie syndicale qui n'est pas seulement une revendication démocratique mais l'une des conditions majeures de l'indépendance du syndicat par rapport à l'Etat.

Dans ce contexte, les congrès syndicaux prennent l'allure de grandes manœuvres diplomatiques plutôt que de débats sur les luttes. On a beaucoup parlé d'autonomie syndicale et de démocratie au congrès C.G.T., et très peu des luttes concrètes à entreprendre. Le congrès de la F.E.N. a été une jonglerie d'appareil. En plusieurs occasions cependant, les impératifs de la situation ont amené la C.F.D.T. à se démasquer et la C.G.T. à réussir à peu de frais des opérations de prestige : dans la fonction publique parce qu'elle est minoritaire, dans l'E.D.F. par un référendum qui ne définit pas l'avenir des luttes et qui n'exclut pas un ralliement tardif et discret de la C.G.T. au contrat.

Malgré les capitulations des directions syndicales lors de la grève de l'E.D.F. et l'échec des manifestations étudiantes, la situation n'est pas transformée de façon décisive.

Certes la bourgeoisie a marqué deux points, le patronat a repris confiance et la classe ouvrière a desserré sa pression en décembre. Mais il s'agit de revers, non de défaites profondes. La fortune peut changer de camp. Et l'équilibre instable de la situation dépend largement du « printemps social » incertain après les nouvelles augmentations de tarifs subies par la classe ouvrière.

5. VERS UNE CRISE PROLONGEE ?

Cette situation instable peut déboucher sur une crise politique prolongée ou sur une capitulation d'ensemble du mouvement ouvrier avec pour conséquence une démoralisation durable de la classe.

Sans chercher à lire dans le marc de café, la première hypothèse reste vraisemblable. La bourgeoisie hésiterait à déclencher une telle crise ; même mécontentes du gouvernement ses différentes fractions hésiteront à le congédier. Mais l'isolement du pouvoir, la montée des luttes, et surtout l'évolution du contexte international peuvent l'y contraindre.

Dans les deux cas néanmoins, le gouvernement a intérêt à une répression sélective non contre la classe et ses organisations, mais contre l'avant-garde organisée. Des bruits ont couru concernant l'éventualité d'une dissolution. Certes, il ne faut pas dramatiser, mais en profiter pour prendre conscience des conséquences d'une telle dissolution qui serait sensiblement plus sévère que celle de juin 68. En conséquence, il faut prendre les devants en luttant résolument et de façon préventive contre la répression (l'affaire Devaux constitue une excellente occasion de montrer nos capacités à défendre des camarades), en prenant au sérieux les questions de sécurité (ce qui signifie un travail d'éducation politique de l'organisation autant que des mesures techniques), en faisant un effort accru d'implantation dans les masses.

De même dans les deux hypothèses, notre travail d'intervention actuel reste le même. Nous n'allons vraisemblablement pas d'emblée vers une explosion sociale analogue à mai, mais d'abord vers une crise politique. Dans la période d'instabilité que nous traversons, un programme de transition serait nécessaire et plus précisément encore les mots d'ordre de contrôle ouvrier permettant de faire passer la classe ouvrière d'une position défensive (défense du niveau de vie, des conditions de travail et d'emploi) à une position offensive (mise en accusation de la gestion et de la propriété bourgeoises). Serait nécessaire aussi dans la perspective de crise politique, une formule en termes de pouvoir.

Or, ces besoins se heurtent à deux types de difficultés. La plus importante est d'ordre subjectif : l'organisation à l'heure actuelle, de par son implantation, son éducation, sa composition sociale ne serait pas en mesure d'avancer ces mots d'ordre autrement que comme des gadgets ou des thèmes propagandistes compréhensibles par une frange infime. Des mots d'ordre tels que l'Assemblée Constituante, Comité de Grève, Gouvernement Ouvrier, République des Conseils, ou d'autres ne sont a priori ni faux, ni justes, ils dépendent essentiellement de l'audience et de l'implantation effectives de l'organisation qui les lance. Pour nous aujourd'hui, il ne ferait pas avancer d'un pas la situation.

L'autre obstacle que nous rencontrons, et il est lié au niveau d'implantation de l'avant-garde, c'est que l'état de conscience de la classe ouvrière, éduquée par des décennies de stalinisme, raisonnant dans les tenailles du programme minimum et maximum. Aujourd'hui, alors que la situation instable et la faiblesse relative du pouvoir appellent les mots d'ordre transitoires dont la radicalisation des formes de lutte esquisse le besoin, les thèmes sur lesquels se mobilise la classe ouvrière demeurent strictement défensifs.

Dans une telle situation l'organisation doit intervenir dans les luttes telles qu'elles se déroulent avec les moyens dont elle dispose. C'est dire que cette intervention doit consister à mettre en évidence l'écart qu'il y a entre les ambitions et les revendications de la classe ouvrière d'une part, les formes de luttes aseptisées des bureaucrates d'autre part, à appuyer et impulser la constitution d'organes de luttes autonomes comme l'ont fait les camarades de Sud Aviation ; mais aussi de travailler la question des mots d'ordre et de leur formulation, car il n'est pas vrai que des mots d'ordre revendicatifs, parce qu'élémentaires, soient communs aux réformistes et aux révolutionnaires. La formulation d'un mot d'ordre a une fonction, il éduque au travers de la lutte les travailleurs dans une logique particulière. La nôtre est de l'amener à l'affrontement avec le pouvoir et non à son aménagement ; cela doit se traduire y compris dans la formulation des revendications (cf. textes du C.C. sur le travail ouvrier).

En essayant par ses mots d'ordre et ses formes de luttes d'éduquer les travailleurs et d'aider leur combat, l'organisation s'efforce de peser dans le sens de l'ouverture d'une crise ; en faisant de la propagande socialiste elle sème les germes pour l'éventualité d'une telle crise dans une avant-garde large. La discussion stratégique avec d'autres courants sur le problème du pouvoir, l'agitation sur la santé, sur l'armée peuvent être autant de moyens de cette propagande, autant de moyens d'en faire une arme vivante et non un prêche sur les beautés du socialisme.